

*Esther Obqikol
Chris Kidd*

Les autochtones de l'Ouganda comprennent les communautés des chasseurs-cueilleurs Batwa, aussi dénommés Twas et les Benet, et des groupes pastoraux comme les Karamojong et les Ik. Aucune communauté autochtone n'est spécifiquement reconnue comme telle par le gouvernement.

Les Benet, qui sont environ au nombre de 20.000, vivent dans le nord-est d'Ouganda et étaient autrefois des chasseurs/cueilleurs. Les 6.700 Batwa sont également d'anciens chasseurs-cueilleurs et vivent dans le sud-ouest d'Ouganda. Ils ont été dépossédés de leur terre ancestrale quand les forêts de Bwindi et de Mgahinga furent déclarées parcs nationaux en 1991¹.

La Constitution ne prescrit aucune protection particulière pour les autochtones mais aménage une "discrimination positive" (affirmative action) en faveur des groupes marginalisés. Le Land Act de 1998 et le National Environment Statute de 1995 protègent les intérêts coutumiers sur la terre et l'usage traditionnel des forêts. Cependant, ces lois autorisent aussi le gouvernement à exclure les activités humaines de toute zone forestière en déclarant la forêt protégée, annulant ainsi les droits coutumiers sur la terre des peuples autochtones². L'Ouganda est un signataire de la Déclaration des Nations Unis sur les droits des peuples autochtones.

Les Batwa

Une frustration continue

2010 a été une autre année de frustration pour les Batwa en Ouganda et, malgré la pression continue de leur organisation représentative, l'Organisation Unie pour le Développement des Batwa en Ouganda (OUDBO), leurs revendications auprès du gouvernement sont restées sans réponses. Malgré les élections nationales prévues début 2011, les questions liées aux minorités et aux peuples autochtones ont largement été absentes des débats politiques en 2010. Grâce au lobbying continu des Batwa, ceux-ci ont pu participer aux réunions des gouvernements départementaux, et des ministères au niveau national, ainsi qu'aux évènements de la Commission africaine au niveau régional et ont soumis un rapport alternatif à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes³.

Développements positifs

Un développement beaucoup attendu en 2010 fut l'émergence de la première étudiante Batwa diplômée, Alice Nyamihanda qui a obtenu un diplôme en Etude du Développement et qui travaille à présent pour l'OUDBO. Un autre développement attendu a été l'ouverture d'un projet touristique en commun au sein du parc national des gorilles de Mgahinga. Le « sentier des Batwa » autorise les touristes à être conduits à travers le parc national par des guides Batwa, qui partagent leur savoir autochtone. Le projet est mené conjointement par l'OUDBO, l'Uganda Wildlife Authority et le gouvernement local du district de Kisoro ; il est espéré que cette entreprise, ainsi que les relations qu'elle aide à développer seront le commencement de l'engagement des Batwas dans la gestion de leurs terres ancestrales.



Les Benet

En 2004, les Benet ont eu gain de cause dans le procès les opposant au gouvernement. La Haute Cour de Justice a ainsi octroyé aux Benet des terres et des services en reconnaissance de leurs droits⁴. Une visite de reconnaissance en 2010 a cependant permis de constater la continuelle insécurité de ces territoires accroissant ainsi la possibilité d'éviction des 6 000 Benet résidant sur le côté supérieur du Mont Elgon. La plupart du territoire alloué suite à la décision de la Haute Cour de Justice a été saisi et des violations aux droits de l'Homme s'en sont suivies, avec notamment le meurtre de six membres de la communauté Benet par un garde forestier en 2009. Les Benet n'ont donc pas été en mesure de bénéficier de la décision judiciaire. Ils ont été laissés sans domicile en bordure de forêt.

Engagement dans la mise en œuvre du jugement sur consentement

En 2010, l'Uganda Land Alliance a essayé d'obtenir une audience auprès du Ministère du tourisme et de la Faune portant sur les points suivants :

- le rétablissement des Benet qui, depuis plus de 5 ans, ont vécu dans des grottes à peine en dehors des limites de la réserve forestière ou ont été logés par le bon vouloir des tribus voisines ;
- le déclassement de zones protégées classées comme réserves naturelles durant la période coloniale des zones situées sur la réserve forestière du Mont Eglon ;
- la mise en place des services publics dans le territoire Benet.

Trois réunions ont été prévues entre les membres du Parlement de la zone, Yeko Arapkissa, deux représentants du Groupe de Lobbying Benet et douze Benets. Le but de ces rencontres était de discuter de :

- l'engagement formel du gouvernement de reconnaître la ligne de 1983 comme la limite officiel du territoire Benet
- le déclassement effectif du territoire en conformité avec les dispositions du jugement de consentement et son officialisation en vue de lui donner une valeur légale ;
- le déclassement du territoire Amanang⁵.

Qu'est-ce-qui a changé ?

La Commission des Droits de l'Homme de l'Ouganda a enquêté sur les meurtres et autres violations des droits de l'Homme qui ont été perpétrés contre la communauté Benet. Le rapport de la Commission n'a pas encore été publié. Le District intérieur de l'Office de sécurité et le District de police du Commandant

du district de Bukwo (nouveau district créé au sein de Kapchorwa) se sont engagés à se saisir des territoires illégalement détenus et de les réattribuer aux détenteurs légaux. Le déclassement officiel de cette partie du territoire n'a pas été accompli à cette date, et aucun engagement n'a finalement été pris par le gouvernement.

Les Karamojong

Les droits fonciers des pasteurs Karamoja sont menacés par le gouvernement, les compagnies minières, les investissements dans le secteur agricole et par les élites Karamojong.

La peur que de nouveaux investisseurs s'emparent d'une large partie du territoire est imminente. Cette peur est exacerbée du fait du classement en zones classées comme réserve naturelle de plus de 80% du territoire, rendant primordiale la sécurisation des droits fonciers autochtones.

L'intervention

En 2010, l'Uganda Land Alliance a initié un projet pilote en Iriri Sub county, dans le district de Moroto, pour accroître la sécurité de tenure foncière des peuples autochtones de la région de Karamoja. Cela a été permis par l'utilisation de la cartographie de la communauté, cartographie qui a aidé à soutenir la vision propre de la communauté à l'égard de son développement et de son expansion économique, de la paix et de la sécurité, de leur besoin en tant que communauté, et particulièrement du rôle des femmes dans la gestion et l'administration de leurs terres. La dimension culturelle de ceci réside dans le fait que la cartographie de la communauté renforce les structures du gouvernement local au travers d'une démarche par laquelle les peuples autochtones peuvent défendre ou revendiquer leurs droits sur leurs terres ancestrales.

Qu'est-ce qui a changé ?

La réalisation des droits des femmes sur leurs terres comme droits individuels de détenir la terre et droit d'être copropriétaires de celle-ci avec leurs maris a considérablement évolué en 2010. De plus, les structures de la communauté encouragent à présent la participation des femmes à la gestion institutionnelle du territoire. La cartographie de la communauté contient des informations sur le territoire qui ont été utilisées et qui continuent d'être utilisées pour les projets liés à ce dernier et pour la gestion des ressources naturelles, ce qui leur permet de pratiquer du pastoralisme durable grâce à l'utilisation de cartes pour l'élaboration et la prise de décision par le gouvernement local. La cartographie de la communauté a donné davantage de pouvoir aux Karamojong pour élever leurs voix et revendiquer des droits sur leurs terres ancestrales avant que des terres semblables ne soient classées par le

gouvernement pour des raisons de conservation et de développement du territoire. Les négociations sont en train d'aboutir au déclassement de certaines parties du territoire dans la réserve nationale de Pian Upe qui appartiennent légalement au peuple Karamojong.

Notes

¹ L'Organisation Unie pour le Développement des Batwa en Ouganda (OUDBO), 2004 : Report about Batwa data. Août 2004, Ouganda, p.3.

² Land Act (1998), Articles 2 et 44 ; National Environment Statute (1995), Article 46.

³ Voir <http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2010/10/uganda-uobdu-fpp-alternative-report-cedaw-oct-2010cedawcuga7.pdf>.

⁴ Le jugement de consentement déclare que le peuple Benet était habitants autochtones et historiques d'un territoire qui a été déclaré comme réserve naturelle protégée et la Cour déclare que la communauté a le droit d'y séjourner et d'y mener des activités économiques et agricoles, y compris le développement des terres en toute quiétude. Cela a permis par la suite à l'Uganda wildlife authority et l'Attorney General (mandataire général) de prendre les mesures nécessaires pour dégazetter le territoire, après une inspection avec la communauté des limites de celui-ci. L'obligation a été faite au mandataire général de prendre des mesures de discrimination positive pour redresser les inégalités existantes en terme d'éducation, d'infrastructure, de services de santé et services sociaux, comme exigé par l'article 32(1) de la Constitution.

⁵ Conformément au jugement, le territoire des Benet devait être dégazetté et ré-attribué à ces derniers. Ce territoire était, en 1983 lors du tracé des limites du parc national, intégré à celui-ci. La rencontre avait donc pour objectif de discuter d'une approche consistant à prévoir le dégazettement de tout le territoire qui été stipulé dans le jugement de consentement et de garantir le rétablissement du peuple Benet.

***Esther Obqikol** a été le directeur exécutif de l'Uganda Land Alliance depuis janvier 2008 et a 15 ans d'expérience dans la recherche juridique et sociale de l'environnement, des territoires et du genre. ULA assure le support tant aux Karamajong qu'aux communautés Benet de l'Ouganda. eobaikol@ulaug.org*

***Chris Kidd** est un anthropologue travaillant pour le Programme pour les populations forestières, une association supportant les droits des peuples forestiers à l'échelle internationale. En Ouganda, le Programme pour les populations forestières a soutenu l'organisation représentative des Batwa depuis 2000, et les questions liées aux droits fonciers en particulier. chris@forestpeoples.org*

*Source: IWGIA, The Indigenous World 2011
Traduction pour le GITPA par Zoé Boirin -Fargues*